

"Munich n'est pas sur le Nil" dans France Observateur (2 août 1956)

Légende: Le 2 août 1956, l'hebdomadaire français France Observateur dénonce la comparaison, fréquente en Occident, entre le colonel égyptien Gamal Abdel Nasser et Adolf Hitler.

Source: France Observateur. 02.08.1956, n° 325; 7e année. Paris: France Observateur. "Munich n'est pas sur le Nil", auteur:Martinet, Gilles , p. 4-5.

Copyright: (c) France Observateur

URL:

http://www.cvce.eu/obj/munich_n_est_pas_sur_le_nil_dans_france_observateur_2_aout_1956-fr-dea92bb4-ee48-44db-9da9-ba141d2ec2c4.html



Date de dernière mise à jour: 19/09/2017

Munich n'est pas sur le Nil

Puisqu'on agite le spectre de Munich, parlons donc de Munich et de Hitler. Et de Nasser, bien entendu.

Chacun admet aujourd'hui que les gouvernements de la France et de la Grande-Bretagne ont eu tort, en 1938, de renoncer à affronter une épreuve de force qui devait nécessairement se répéter, mais dans de plus mauvaises conditions. Encore faut-il se souvenir de la menace que faisait peser Hitler sur ses interlocuteurs. Cette menace était celle que constituait la puissance militaire de l'Allemagne, reposant elle-même sur la première industrie du continent. Cinq ans et demi de guerre ont montré que ce n'était pas une menace négligeable.

Ceux qui affirment aujourd'hui que les gouvernements occidentaux se trouvent en présence d'une situation « exactement semblable » à celle de Munich feraient bien de nous dire devant quelle menace ces puissances sont en train d'hésiter. A coup sûr, il ne peut s'agir de la force militaire de l'Égypte — elle est encore inférieure à celle d'Israël, c'est-à-dire d'une petite nation de 1.500.000 âmes — et encore moins de son potentiel industriel qui est à peu près nul. Certes, en quelques années, l'Égypte pourrait accomplir des progrès dans ces domaines ; mais personne ne peut croire sérieusement qu'elle sera bientôt capable de se mesurer aux puissantes armées occidentales et de se lancer à la conquête d'une partie de l'Afrique et de l'Asie. Le bluff auquel recourt parfois Nasser dans ses déclarations de propagande ne peut tromper que ceux qui veulent bien l'être.

Et cependant, le gouvernement français proclame son inquiétude. Il fait dire par ses porte-parole que si on ne fait pas suivre la nationalisation de la compagnie du Canal de Suez d'une « riposte énergique et sévère » on se trouvera bientôt en face d'une situation redoutable. Et de déplorer les hésitations anglaises et la prudence américaine « trop marquée pour ne pas être inquiétante ».

Pourquoi hésitent-ils ?

Mais pourquoi les Anglais hésitent-ils ? Et d'où vient cette prudence américaine ? Notre grande presse, si friande de parallèles historiques, reste curieusement muette sur ce point. Seul M. Raymond Aron nous donne dans le *Figaro* des précisions bien intéressantes.

« Employer la force pour défendre les intérêts d'une compagnie internationale, c'est, écrit-il, apporter un argument à la campagne contre l'impérialisme, c'est illustrer, EN APPARENCE, la thèse marxiste de l'asservissement des Etats capitalistes aux intérêts financiers. »

Les lecteurs du *Figaro*, qui sont des gens avertis et subtils, ne croient évidemment pas à cette « thèse ». Ils estiment que la politique des « Etats capitalistes » n'est nullement liée à des « intérêts financiers ». Mais M. Aron a raison de penser que les masses frustes et simplistes de l'Orient ne voient pas les choses sous le même angle et qu'elles se laissent prendre... aux « apparences ».

C'est ainsi qu'elles ont eu tendance à imaginer que dans l'affaire d'Abadan le gouvernement britannique s'était préoccupé avant tout du sort de certaine compagnie pétrolière et que, dans la genèse du drame algérien, il y avait un certain rapport entre la non-application du statut de 1947 et la défense des intérêts de MM. Borgeaud, Blachette, Schiaffino et de leurs honorables collègues.

Comment, se demande M. Aron, comment éviter le renouvellement de semblables malentendus ? Comment restituer à leurs légitimes propriétaires les actions du Canal de Suez sans être pour autant taxés d'impérialisme ? Comment persuader les masses du Proche-Orient de la bonne foi des « Etats capitalistes » de l'Occident ?

Cruelle énigme.

« Le Populaire » est contre le capitalisme, mais...

Il y a cependant des gens qui traitent ces problèmes avec moins d'hésitation et beaucoup plus de vigueur que M. Aron. Et de ce point de vue, le *Populaire* donne une leçon au *Figaro*.

On pense bien que la nationalisation d'une compagnie qui, pour des générations de socialistes, a symbolisé la puissance du capitalisme international, n'est pas de nature à effrayer l'organe officiel de la S.F.I.O. Aussi, celui-ci n'hésite-t-il pas à écrire : « *S'il n'y avait pas dans la décision de Nasser qu'un seul but : agir dans l'intérêt du peuple égyptien, il n'y aurait rien à dire.* » De son côté, Charles Ronsac, dans *Franc-Tireur*, avait concédé généreusement : « *En soi, le geste n'est pas blâmable.* »

Seulement, voilà, il n'y a pas que cela. « *En fait, écrit le Populaire, il s'agit d'une basse vengeance d'un apprenti dictateur ulcéré.* »

Dès lors, tout est changé. Ce qui était bon dans le principe devient exécration dans l'application. Une chose, comprenez-vous, est de dénoncer la malfaisance du capitalisme international. Autre chose est de tolérer qu'on lui porte des coups... par « basse vengeance ».

Devant de tels procédés, le *Populaire* en oublie la compagnie du canal et son capital déjà plusieurs fois remboursé, on oublie les sociétés pétrolières et leurs intrigues pour ne plus contempler que les grandes et radieuses figures de la Justice et de la Liberté. Car c'est au nom de la Justice et de la Liberté qu'on va maintenant tenter d'asphyxier économiquement l'Égypte et de provoquer — puisqu'il n'existe pas de gauche pro-occidentale — le retour au pouvoir des anciens pachas !

Les « bons » et les « mauvais » dictateurs

Je ne sais si cette caution « socialiste » calmera les inquiétudes de M. Aron. Mais à sa place, je ne serais qu'à moitié rassuré.

Je ne vois pas, en effet, dans l'ensemble du monde arabo-asiatique un seul démocrate qui, quels que soient ses sentiments à l'égard du régime de Nasser, puisse être sensible à un tel langage. Je vois en revanche beaucoup de socialistes français qui ne l'entendent déjà plus sans écœurement.

Car enfin, on a été rarement aussi loin dans l'hypocrisie.

On nous parle sans cesse du « dictateur » Nasser.

Mais n'était-il donc pas déjà un dictateur quand le gouvernement des États-Unis lui prodiguait ses encouragements, quand la Banque Internationale de Reconstruction et les puissances occidentales lui proposaient 400 millions de dollars pour construire le nouveau barrage d'Assouan ou quand Christian Pineau lui tendait chaleureusement la main ?

Et l'exercice de la dictature par Syngman Rhee, Ngo Dinh Diem, Franco ou Salazar a-t-il jamais empêché les Anglo-Américains d'inclure ces messieurs dans le camp du « monde libre » ?

Non, ce qui a déterminé les États-Unis, l'Angleterre, et à leur suite, la France à engager une véritable épreuve de force à l'égard de Nasser, ce n'est pas le fait qu'il soit un dictateur : *c'est le fait qu'il ait refusé, sur le plan de la politique internationale, les concessions qu'on exigeait de lui.*

Tant que le département d'État a cru que Nasser finirait par s'incliner devant sa volonté, il l'a ménagé. Quand il a vu qu'à la suite de Nehru et de Tito, il prétendait continuer à se tenir à l'écart des deux grands blocs mondiaux, il a décidé de changer de méthode.

Et l'occasion choisie a été précisément l'*acceptation* par Nasser, après des mois d'hésitation, des conditions économiques posées par les Occidentaux pour leur prêt de 400 millions de dollars. On s'est empressé de lui répondre que la proposition qui avait été faite ne tenait plus, pensant que ce refus méprisant porterait un coup direct au prestige du premier président de la République égyptienne et le contraindrait soit à se

soumettre, soit à se démettre.

Aide extérieure ou nationalisation

Nasser ne s'est ni soumis ni démis. Il a choisi une sorte de fuite en avant dont il faut bien comprendre et la portée et la signification.

Pour se dégager du système colonial et assurer leur essor économique, les pays sous-développés ne peuvent que très partiellement s'appuyer sur les investissements privés de l'étranger. Ceux-ci s'orientent naturellement vers l'exploitation des matières premières, non vers la création d'industries nouvelles et ils visent non moins naturellement des profits supérieurs à ceux qui les récompensent dans leurs nations d'origine.

Les pays sous-développés ne peuvent pas compter davantage sur les investissements du capital national, car ce capital — et c'est là un facteur décisif — est encore faible et pratiquement incapable de jouer, comme en Occident, un rôle d'animateur et de guide.

Il leur faut donc soit recourir aux prêts consentis par de grands Etats et certains organismes internationaux, soit procéder à la nationalisation de richesses jusque-là abandonnées aux sociétés étrangères et aux grands propriétaires terriens (soit utiliser ces deux moyens à la fois).

Toute l'histoire des pays sous-développés au cours de ces dernières années se situe entre ces deux pôles. Suivant la nature sociale de leur régime, ils se sont orientés dans une voie ou dans l'autre. Pour les pays non communistes la tentation de l'aide occidentale a été la plus forte. Mais comme cette aide s'accompagnait toujours d'exigences politiques limitant en fait la souveraineté nationale, elle a été de plus en plus discutée, contestée, et dans certains cas, refusée.

Cette réserve à l'égard de l'Occident s'est accentuée à partir du moment où les Soviétiques sont entrés dans le jeu et ont proposé un système d'échange fondé sur le règlement en marchandises et échelonné sur une longue période de livraisons immédiates de biens d'équipement (ou, dans le cas de l'Egypte, de matériel militaire). Quelles que soient ses limites pratiques, l'aide que peut ainsi apporter l'Union soviétique a une immense portée politique : sur le plan tactique, elle permet aux gouvernements des pays sous-développés d'acquiescer une certaine liberté de manœuvre ; dans une perspective plus longue, elle montre aux peuples de ces pays ce que pourraient être, face aux anciennes relations coloniales des rapports internationaux de type socialiste (et qui ne sont pas, notons-le en passant, tout à fait ceux que la Russie stalinienne avait au lendemain de la guerre établi avec les démocraties populaires).

Ce qu'ils appellent Munich

Si Nasser avait reçu les 400 millions de dollars qu'on lui avait promis, il est probable qu'il aurait ajourné la nationalisation de la Compagnie du Canal (nationalisation qui constituait cependant une vieille revendication égyptienne et qui devait, de toute manière, intervenir dans douze ans). Ne les ayant pas reçus il était normal qu'il précipitât la décision.

Il a obéi ainsi moins à un plan préconçu qu'à une certaine logique historique qui se fait aujourd'hui sentir en Egypte, mais qui, n'en doutons pas, jouera également demain dans d'autres pays *et notamment au Maghreb*.

Et c'est précisément parce qu'ils perçoivent cette logique et prévoient cette évolution, qu'une bonne partie des capitalistes occidentaux estiment que le moment est venu de donner un coup d'arrêt et de faire un exemple. Contraindre Nasser à « dénationaliser » la Compagnie du Canal, ce n'est pas seulement servir les intérêts des actionnaires de cette compagnie, c'est aussi et surtout prévenir des revendications que ne manqueront pas de formuler un jour les Irakiens, les Tunisiens, les Marocains, et bien d'autres avec eux.

Ainsi s'éclaire la référence à Munich.

La menace que l'on redoute et dont on ne veut pas ouvertement parler n'est pas une menace militaire : elle est constituée *par l'extension possible des nationalisations dans l'ancien monde colonial*. Si l'on cède sur le canal, pensent « nos » capitalistes, nous ne pourrions pas éviter de céder ailleurs.

Ce Munich-là n'a rien à voir avec celui de 1938.

Nous n'oublions pas qui est Nasser

Nous n'oublions pas, en écrivant cela, quel est le régime intérieur de l'Égypte : ni une démocratie parlementaire, ni une démocratie socialiste, ni un Etat fasciste au sens vrai du terme, mais une *dictature militaire* comportant des aspects incontestablement progressifs (réforme agraire, lutte contre la corruption, indépendance à l'égard des influences étrangères, etc.) et des aspects profondément réactionnaires (méthodes policières, « péronisation » des syndicats, excitation chauvine, etc.).

Nous avons dénoncé, et nous continuerons à dénoncer l'attitude de ce régime à l'égard de l'opposition démocratique et nous n'avons jamais dissimulé que les mesures positives qu'il a prises depuis deux ans peuvent à tout moment être remises en cause. Cela dit, nous nous préoccupons aussi de savoir à qui ce régime pourrait éventuellement céder la place. Le retour au pouvoir des pachas et des anciens féodaux serait sur le plan intérieur une catastrophe pour le peuple égyptien ; il ne serait pas une garantie pour la paix et notamment pas une garantie pour Israël. Le problème de l'organisation d'une gauche résolument orientée vers les perspectives socialistes arrive seulement à maturité. Mais cette gauche ne pourra s'affirmer qu'en soutenant tous les efforts qui ont pour but d'assurer l'indépendance de l'Égypte, et en premier lieu, la nationalisation du canal.

La liberté de navigation

Nous n'oublions pas davantage qu'il y a également un problème de la liberté de la navigation à travers le canal de Suez. Ce problème se pose indépendamment de celui de la propriété des installations du canal et des revenus qui peuvent en être tirés.

Le fait que cette propriété appartenait à une compagnie privée n'a nullement empêché que l'on interdise le transit des navires israéliens. Nous souhaitons que l'on profite des événements actuels pour asseoir le droit de libre circulation sur des bases plus solides et que l'on demande à l'Égypte de souscrire des engagements que l'U.R.S.S. et les Indes garantiraient au même titre que les puissances occidentales. Aucun pavillon — y compris le pavillon israélien — ne doit être cette fois exclu du trafic. Cela doit pouvoir être obtenu... à la condition que l'on ne remette pas en cause une nationalisation qui répond aux intérêts du peuple égyptien, *quel que soit le régime sous lequel il vit*.

Vouloir contraindre l'Égypte à renoncer à cette nationalisation, c'est courir à l'aventure, c'est recréer sur un point particulièrement névralgique du globe un nouveau danger de guerre, c'est souder, derrière un régime que l'on prétend détester (mais que l'on était prêt à inclure dans une alliance militaire !) le bloc des pays arabes. C'est aussi pousser Israël à prendre des risques dangereux et fermer pour longtemps les possibilités d'un règlement international de la nouvelle question d'Orient sur la base d'une reconnaissance définitive du droit à l'existence du jeune Etat juif.

Quant aux hommes politiques français qui réclament à cor et à cri une intervention militaire dans la zone du canal, tout en sachant parfaitement que les Anglo-Américains n'envisagent qu'une bataille politico-économique (analogue à celle qu'ils ont livrée contre Mossadegh), leur véritable but est *de faire obstacle à toute solution pacifique du problème algérien*. Ils constatent que l'idée de la négociation a fait des progrès dans le pays et que ce peuple commence à comprendre que son avenir et sa future grandeur exigent à la fois la réappréciation de son rôle européen et l'établissement rapide de rapports entièrement nouveaux avec toutes les nations qui se sont formées à l'intérieur de l'ancien empire colonial.

C'est cette évolution qu'ils veulent à tout prix empêcher.

Et c'est pourquoi nous voyons les responsables du désastre indochinois, les saboteurs de l'amitié franco-maghrébine s'efforcer de créer un climat politique qui évoque, paraît-il, chez certaines âmes vaillantes, le souvenir des jours de la Marne et de Verdun mais qui, en réalité, ressemble terriblement à cette atmosphère ridicule et malsaine qui régnait dans la Rome mussolinienne à la veille de la « grandiose » entreprise d'Abyssinie !

Gilles Martinet.